

CONVENTION

entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro

Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une Convention pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allégements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'États tiers)

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1
PERSONNES VISÉES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

Article 2
IMPÔTS VISÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un État contractant ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) au Grand-Duché de Luxembourg:

- (i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
- (ii) l'impôt sur le revenu des collectivités;
- (iii) l'impôt sur la fortune; et
- (iv) l'impôt commercial communal;
(ci-après dénommés «impôt luxembourgeois»);

b) au Monténégro:

- (i) l'impôt sur les bénéfices des sociétés; et
- (ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
(ci-après dénommés «impôt monténégrin»).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

Article 3
DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme «Luxembourg» désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
- b) le terme «Monténégro» désigne le Monténégro et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire terrestre du Monténégro, les eaux intérieures et la zone de la mer territoriale, l'espace aérien au-dessus, ainsi que le lit de mer et le sous-sol de la partie de la haute mer au-delà de la limite extérieure de la mer territoriale sur laquelle le Monténégro exerce ses droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles conformément à sa législation nationale et au droit international;
- c) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- d) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- e) le terme «entreprise» s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire;
- f) les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
- g) l'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule routier exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un État contractant, sauf lorsque le navire, l'aéronef ou le véhicule routier n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;
- h) l'expression «autorité compétente» désigne:
 - (i) au Luxembourg, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
 - (ii) au Monténégro, le Ministère des Finances ou son représentant autorisé;
- i) le terme «national», en ce qui concerne un État contractant, désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté de cet État contractant; et
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans cet État contractant;
- j) les termes «activité», par rapport à une entreprise, et «affaires» comprennent l'exercice de professions libérales ainsi que l'exercice d'autres activités de caractère indépendant;

- k) l'expression «fonds de pension reconnu» d'un État désigne une entité ou un dispositif établi dans cet État qui est considéré comme une personne distincte au regard de la législation fiscale de cet État et:
- (i) qui est établi et géré exclusivement ou presque exclusivement dans le but d'administrer ou de verser des prestations de retraite et des prestations annexes ou accessoires à des personnes physiques et qui est réglementé en tant que tel par cet État ou une de ses collectivités locales; ou
 - (ii) qui est établi et géré exclusivement ou presque exclusivement dans le but de placer des fonds pour le compte d'entités ou de dispositifs désignés au sous-alinéa (i).

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un État contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente ou que les autorités compétentes conviennent d'un sens différent conformément aux dispositions de l'article 24, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet État prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet État.

Article 4
RÉSIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet État et à toute collectivité locale de celui-ci ainsi qu'à un fonds de pension reconnu de cet État. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet État que pour les revenus de sources situées dans cet État ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident seulement de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident seulement de l'État où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'État dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'État où son siège de direction effective est situé.

Article 5
ÉTABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier; et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction, de montage ou de dragage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un État contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6
REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. L'expression «biens immobiliers» a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

Article 7
BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices qui sont attribuables à l'établissement stable conformément aux dispositions du paragraphe 2 sont imposables dans l'autre État.

2. Aux fins de cet article et de l'article 22, les bénéfices qui sont attribuables dans chaque État contractant à l'établissement stable mentionné au paragraphe 1 sont ceux qu'il aurait pu réaliser, en particulier dans ses opérations internes avec d'autres parties de l'entreprise, s'il avait constitué une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues, compte tenu des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés par l'entreprise par l'intermédiaire de l'établissement stable et des autres parties de l'entreprise.

3. Lorsque, conformément au paragraphe 2, un État contractant ajuste les bénéfices qui sont attribuables à un établissement stable d'une entreprise d'un des États contractants et impose en conséquence des bénéfices de l'entreprise qui ont été imposés dans l'autre État, cet autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui a été perçu sur ces bénéfices dans la mesure nécessaire pour éliminer la double imposition de ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, les autorités compétentes des États contractants se consultent si nécessaire.

4. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE INTERNATIONALE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'État contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'État contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9
ENTREPRISES ASSOCIÉES

1. Lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,
et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises, mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

Article 10

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant sont aussi imposables dans cet État selon la législation de cet État, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;
- b) 10 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant, tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre État, ni

prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

Article 11

INTÉRÊTS

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, les intérêts provenant d'un État contractant sont aussi imposables dans cet État selon la législation de cet État, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts sont exempts d'impôts dans l'État contractant d'où ils proviennent, lorsqu'ils sont tirés par et que le bénéficiaire effectif est le Gouvernement de l'autre État contractant ou l'une de ses collectivités locales, la Banque centrale ou toute autre institution financière entièrement détenue par ce Gouvernement.

4. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui

supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12
REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, les redevances provenant d'un État contractant sont aussi imposables dans cet État selon la législation de cet État, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

- a) 5 pour cent du montant brut des redevances au sens de l'alinéa a) du paragraphe 3;
- b) 10 pour cent du montant brut des redevances au sens de l'alinéa b) du paragraphe 3.

3. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage:

- a) d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique (y compris les films cinématographiques et les films ou bandes pour la radio ou la télévision ou autres moyens de reproduction ou de transmission);
- b) d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, y compris d'un logiciel, et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine commercial, industriel ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13
GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3, ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

Article 14
REVENUS D'EMPLOI

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié, ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant, ne sont imposables que dans le premier État si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule routier exploité en trafic international, sont imposables dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 15
TANTIÈMES

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

Article 16
ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions de l'article 14, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité, sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions de l'article 14, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

Article 17

PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un État contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires (y compris les versements forfaitaires) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant, ne sont imposables que dans le premier État contractant si ces paiements découlent des cotisations, allocations ou primes d'assurance versées à un régime complémentaire de pension par le bénéficiaire ou pour son compte, ou des dotations faites par l'employeur à un régime interne, et si ces cotisations, allocations, primes d'assurance, dotations ou les pensions ou autres rémunérations similaires ont été effectivement soumises à l'impôt dans le premier État contractant.

Article 18
FONCTIONS PUBLIQUES

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un État contractant ou l'une de ses collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette collectivité, ne sont imposables que dans cet État.
b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:
 - (i) possède la nationalité de cet État; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.
2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un État contractant ou l'une de ses collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette collectivité, ne sont imposables que dans cet État.
b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre État contractant si la personne physique est un résident de cet État et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions, et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un État contractant ou l'une de ses collectivités locales.

Article 19

ÉTUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

Article 20
AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet État.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

Article 21

FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un État contractant et qui sont situés dans l'autre État contractant, est imposable dans cet autre État.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, est imposable dans cet autre État.

3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

Article 22
ÉLIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. Sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'élimination de la double imposition qui n'en affectent pas le principe général, la double imposition est éliminée de la manière suivante:

- a) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Monténégro, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes b) et c), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou la fortune n'avaient pas été exemptés.
- b) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions des articles 10, 11, 12 et 16, sont imposables au Monténégro, le Luxembourg accorde sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou sur l'impôt sur le revenu des collectivités de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé au Monténégro. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus du Monténégro.
- c) Les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident du Luxembourg, lorsque le Monténégro applique les dispositions de la présente Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions du paragraphe 2 des articles 10, 11 ou 12 à ce revenu.

2. Au Monténégro:

- a) Lorsqu'un résident du Monténégro reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, le Monténégro accorde:
 - (i) sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé au Luxembourg;
 - (ii) sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé au Luxembourg.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables au Luxembourg.

- b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident du Monténégro reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt au Monténégro, le Monténégro peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

Article 23
NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant, sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier État. De même, les dettes d'une entreprise d'un État contractant envers un résident de l'autre État contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier État.

4. Les entreprises d'un État contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier État.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 24
PROCÉDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 25
ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un État contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux États l'autorise et si l'autorité compétente de l'État qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf

si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 26

MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET POSTES CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 27
DROITS AUX AVANTAGES

1. Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune s'il est raisonnable de conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la présente Convention.

2. Lorsqu'un avantage prévu par cette Convention est refusé à une personne en vertu du paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État contractant qui aurait normalement accordé cet avantage doit néanmoins traiter cette personne comme ayant droit à cet avantage, ou à d'autres avantages au titre d'un élément de revenu ou de fortune spécifique, si cette autorité compétente, à la demande de cette personne et après examen des faits et circonstances propres au cas, conclut que ces avantages auraient été octroyés à cette personne en l'absence de la transaction ou du montage mentionné au paragraphe 1. L'autorité compétente de l'État contractant à laquelle la demande a été adressée consulte l'autorité compétente de l'autre État avant de rejeter une demande présentée par un résident de l'autre État contractant en vertu du présent paragraphe.

Article 28
ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. La Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.

2. La Convention sera applicable:

- a) au Luxembourg:
- (i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur;
 - (ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur;

b) au Monténégro:

en ce qui concerne les impôts sur le revenu attribué et les impôts sur la fortune possédée pendant chaque année fiscale commençant le ou après le premier jour de janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

Article 29
DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un État contractant. Chaque État contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de chaque année civile commençant après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date de son entrée en vigueur.

2. La Convention cessera d'être applicable:

a) au Luxembourg:

- (i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné;
- (ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné;

b) au Monténégro:

en ce qui concerne les impôts sur le revenu attribué et les impôts sur la fortune possédée pendant chaque année fiscale commençant le ou après le premier jour de janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis de dénonciation a été donné.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le 29 janvier 2024, en langues française, monténégrine et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg

Luc Frieden

Luc Frieden
Premier ministre

Pour le Gouvernement du
Monténégro

Milojko Spajić

Milojko Spajić
Premier ministre

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, les deux parties sont convenues que les dispositions suivantes forment partie intégrante de la Convention:

A) En référence au sous-paragraphe k) du paragraphe 1 de l'article 3:

Il est entendu que l'expression «fonds de pension reconnu» inclut:

1. en ce qui concerne le Luxembourg:
 - (i) les sociétés d'épargne-pension à capital variable: (SEPCAV);
 - (ii) les associations d'épargne-pension: (ASSEP);
 - (iii) les fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat aux Assurances;
 - (iv) le Fonds de Compensation de la Sécurité Sociale, SICAV – FIS; et
 - (v) tout autre fonds de pension lorsqu'il aura été convenu ainsi par les autorités compétentes des États contractants;

2. en ce qui concerne le Monténégro:
 - (i) la Caisse d'assurance pension et invalidité du Monténégro; et
 - (ii) tout autre fonds de pension lorsqu'il aura été convenu ainsi par les autorités compétentes des États contractants.

B) En référence à l'article 4:

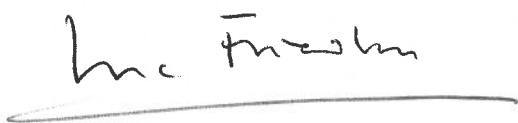
1. Un organisme de placement collectif qui est établi dans un État contractant et qui est considéré comme une personne morale aux fins d'imposition dans cet État contractant est considéré comme un résident de l'État contractant dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il reçoit.

2. Un organisme de placement collectif qui est établi dans un État contractant et qui n'est pas considéré comme une personne morale aux fins d'imposition dans cet État contractant est considéré comme une personne physique qui est un résident de l'État contractant dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il reçoit.
- C) Les dispositions de la Convention ne font pas obstacle à l'application par le Luxembourg des dispositions de l'article 164ter de la loi concernant l'impôt sur le revenu ou de toute autre disposition similaire qui modifie ou remplace l'article susmentionné.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le 29 janvier 2024, en langues française, monténégrine et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg



Luc Frieden
Premier ministre

Pour le Gouvernement du
Monténégro



Milojko Spajić
Premier ministre

UGOVOR

između Vlade Velikog Vojvodstva Luksemburg i Vlade Crne Gore o otklanjanju dvostrukog oporezivanja u odnosu na poreze na dohodak i na imovinu i sprječavanju poreske evazije i izbjegavanja

Vlada Velikog Vojvodstva Luksemburg i Vlada Crne Gore,

U želji da dalje razvijaju svoje ekonomске odnose i da poboljšaju svoju saradnju u poreskim pitanjima,

U namjeri da zaključe Ugovor o otklanjanju dvostrukog oporezivanja u odnosu na poreze na dohodak i na imovinu, bez stvaranja mogućnosti za neoporezivanje ili smanjeno oporezivanje kroz poresku evaziju ili izbjegavanje (uključujući zloupotrebu sporazuma, u cilju dobijanja olakšica predviđenih ovim ugovorom u posrednu korist rezidenata trećih jurisdikcija),

Sporazumjeli su se o sljedećem:

Član 1
LICA NA KOJA SE PRIMJENJUJE UGOVOR

Ovaj ugovor primjenjuje se na lica koja su rezidenti jedne ili obje države ugovornice.

Član 2
POREZI NA KOJE SE PRIMJENJUJE UGOVOR

1. Ovaj ugovor primjenjuje se na poreze na dohodak i na imovinu koje zavodi država ugovornica ili njena jedinica lokalne samouprave, nezavisno od načina naplate.

2. Porezima na dohodak i na imovinu smatraju se svi porezi koji se zavode na ukupan dohodak ili na ukupnu imovinu ili na djelove dohotka ili imovine, uključujući poreze na dobitak od otuđenja pokretne ili nepokretne imovine, poreze na ukupne iznose zarada koje isplaćuju preduzeća, kao i poreze na prirast imovine.

3. Porezi na koje se primjenjuje ovaj ugovor su:

- a) u slučaju Velikog Vojvodstva Luksemburg:
 - (i) porez na dohodak fizičkih lica;
 - (ii) porez na dobit korporacija;
 - (iii) porez na imovinu; i
 - (iv) opštinski porez na dobit pravnih lica;
(u daljem tekstu: "luksemburški porez");
- b) u slučaju Crne Gore:
 - (i) porez na dobit pravnih lica; i
 - (ii) porez na dohodak fizičkih lica;
(u daljem tekstu: "crnogorski porez").

4. Ugovor se primjenjuje i na iste ili bitno slične poreze koji se poslije datuma potpisivanja ovog ugovora zavedu pored ili umjesto postojećih poreza. Nadležni organi država ugovornica obavještavaju jedni druge o značajnim promjenama izvršenim u njihovim poreskim zakonima.

Član 3 OPŠTE DEFINICIJE

1. Za potrebe ovog ugovora, ako iz sadržaja ne proizilazi drugačije:
 - a) izraz "Luksemburg" označava Veliko Vojvodstvo Luksemburg, a upotrijebljen u geografskom smislu, označava teritoriju Velikog Vojvodstva Luksemburg;
 - b) izraz "Crna Gora" označava Crnu Goru, a upotrijebljen u geografskom smislu označava kopnenu teritoriju Crne Gore, njene unutrašnje morske vode i pojas teritorijalnog mora, vazdušni prostor nad njima, kao i morsko dno i podzemlje dijela otvorenog mora izvan spoljne granice teritorijalnog mora, nad kojima Crna Gora vrši suverena prava radi istraživanja i korišćenja njihovih prirodnih bogatstava, u skladu sa svojim unutrašnjim zakonodavstvom i međunarodnim pravom;
 - c) izraz "lice" obuhvata fizičko lice, kompaniju i svako drugo društvo lica;
 - d) izraz "kompanija" označava pravno lice ili bilo koji entitet koji se smatra pravnim licem za poreske svrhe;
 - e) izraz "preduzeće" primjenjuje se na bilo koje poslovanje;
 - f) izrazi "preduzeće države ugovornice" i "preduzeće druge države ugovornice" označavaju preduzeće kojim upravlja rezident države ugovornice, odnosno preduzeće kojim upravlja rezident druge države ugovornice;
 - g) izraz "međunarodni saobraćaj" označava saobraćaj brodom, vazduhoplovom ili drumskim vozilom koji obavlja preduzeće čije se sjedište stvarne uprave nalazi u državi ugovornici, osim ako se saobraćaj obavlja brodom, vazduhoplovom ili drumskim vozilom isključivo između mjesta u drugoj državi ugovornici;
 - h) izraz "nadležan organ" označava:
 - (i) u slučaju Luksemburga, Ministar finansija ili njegov ovlašćeni predstavnik;
 - (ii) u slučaju Crne Gore, Ministarstvo finansija ili njegov ovlašćeni predstavnik;
 - i) izraz "državljanin" u odnosu na državu ugovornicu, označava:
 - (i) fizičko lice koje ima državljanstvo te države ugovornice; i
 - (ii) pravno lice, ortačko društvo ili udruženje koje takav status ima na osnovu zakonodavstva važećeg u državi ugovornici;
 - j) izraz "poslovanje" označava obavljanje profesionalnih djelatnosti i drugih djelatnosti nezavisnog karaktera;
 - k) "priznati penzijski fond" države ugovornice označava entitet ili aranžman osnovan u toj državi koji se prema poreskim zakonima te države ugovornice smatra posebnim licem:
 - (i) koji je osnovan i koji posluje isključivo ili skoro isključivo radi upravljanja ili pružanja penzijskih pogodnosti, kao i pomoćnih ili povremenih pogodnosti fizičkim licima i koji je, kao takav, propisala ta država ugovornica ili njena jedinica lokalne samouprave; ili
 - (ii) koji je osnovan i koji posluje isključivo ili skoro isključivo radi investiranja sredstava u korist entiteta ili aranžmana navedenih u podtački (i).

2. Kada država ugovornica primjenjuje Ugovor, svaki izraz koji u njemu nije definisan ima značenje, osim ako kontekst ne zahtijeva drugačije ili su se nadležni organi, u skladu sa odredbama člana 24. ovog ugovora, dogovorili o drugačijem značenju, prema zakonu te države za potrebe poreza na koje se ugovor primjenjuje i značenje prema važećim poreskim zakonima koje primjenjuje ta država ima prednost u odnosu na značenje koje tom izrazu daju drugi zakoni te države.

Član 4

REZIDENT

1. Izraz "rezident države ugovornice", za potrebe ovog ugovora, označava lice koje, prema zakonima te države, podliježe oporezivanju u toj državi po osnovu svog prebivališta, boravišta, sjedišta stvarne uprave ili drugog mjerila slične prirode, i uključuje tu državu ili njenu jedinicu lokalne samouprave, kao i priznati penzijski fond te države. Ovaj izraz, međutim ne obuhvata lice koje u toj državi podliježe oporezivanju samo za dohodak iz izvora u toj državi ili za imovinu koja se u njoj nalazi.

2. Ako je, prema odredbama stava 1 ovog člana, fizičko lice rezident obje države ugovornice, njegov se status određuje na sljedeći način:

- a) smatra se da je rezident samo države u kojoj ima stalno mjesto stanovanja; ako ima stalno mjesto stanovanja u obje države, smatra se da je rezident samo države sa kojom su njegove lične i ekonomske veze tiješnje (središte životnih interesa);
- b) ako ne može da se odredi u kojoj državi ima središte životnih interesa ili ako ni u jednoj državi nema stalno mjesto stanovanja, smatra se da je rezident samo države u kojoj ima uobičajeno mjesto stanovanja;
- c) ako ima uobičajeno mjesto stanovanja u obje države ili ga nema ni u jednoj od njih, smatra se da je rezident samo države čiji je državljanin;
- d) ako je državljanin obje države ili nijedne od njih, nadležni organi država ugovornica riješiće pitanje zajedničkim dogовором.

3. Ako je, prema odredbama stava 1 ovog člana lice, osim fizičkog, rezident obje države ugovornice, smatra se da je rezident samo države u kojoj se nalazi njegovo sjedište stvarne uprave.

Član 5
STALNA POSLOVNA JEDINICA

1. Izraz "stalna poslovna jedinica", za potrebe ovog ugovora, označava stalno mjesto preko kojeg preduzeće potpuno ili djelimično obavlja poslovanje.

2. Pod izrazom "stalna poslovna jedinica" podrazumijeva se naročito:

- a) sjedište uprave;
- b) ogranač;
- c) poslovnica;
- d) fabrika;
- e) radionica, i
- f) rudnik, izvor nafte ili gasa, kamenolom ili drugo mjesto vađenja prirodnih bogatstava.

3. Gradilište, građevinski, instalacioni ili radovi iskopavanja čine stalnu poslovnu jedinicu samo ako traju duže od dvanaest mjeseci.

4. Izuzetno od prethodnih odredaba ovog člana, pod izrazom stalna poslovna jedinica ne podrazumijeva se:

- a) korišćenje objekata i opreme isključivo u svrhe uskladištenja, izlaganja ili isporuke dobara ili robe koja pripada preduzeću;
- b) održavanje zalihe dobara ili robe koja pripada preduzeću isključivo u svrhu uskladištenja, izlaganja ili isporuke;
- c) održavanje zalihe dobara ili robe koja pripada preduzeću isključivo sa svrhom da je drugo preduzeće preradi;
- d) održavanje stalnog mjeseta poslovanja isključivo u svrhu kupovine dobara ili robe ili pribavljanja obavještenja za preduzeće;
- e) održavanje stalnog mjeseta poslovanja isključivo u svrhu obavljanja, za preduzeće, svake druge djelatnosti koja ima pripremni ili pomoćni karakter;
- f) održavanje stalnog mjeseta poslovanja isključivo u svrhu djelatnosti navedenih u tač. a) do e) u bilo kojoj kombinaciji, pod uslovom da je ukupna djelatnost stalnog mjeseta poslovanja koja nastaje iz ove kombinacije pripremnog ili pomoćnog karaktera.

5. Izuzetno od odredaba st. 1 i 2 ovog člana, kada lice - osim zastupnika sa samostalnim statusom na koga se primjenjuje stav 6 ovog člana - radi u ime preduzeća i ima i uobičajeno koristi u državi ugovornici ovlašćenje da zaključuje ugovore u ime preduzeća, smatra se da to preduzeće ima stalnu poslovnu jedinicu u toj državi u odnosu na djelatnosti koje to lice obavlja za preduzeće, osim ako su djelatnosti tog lica ograničene na djelatnosti navedene u stavu 4 ovog člana koje, ako bi se obavljale preko stalnog mjeseta poslovanja, ne bi ovo stalno mjesto poslovanja činile stalnom poslovnom jedinicom prema odredbama tog stava.

6. Ne smatra se da preduzeće ima stalnu poslovnu jedinicu u drugoj državi ugovornici samo zato što u toj drugoj državi obavlja svoje poslove preko posrednika, generalnog komisionog zastupnika ili drugog predstavnika sa samostalnim statusom ako ta lica djeluju u okviru svoje redovne poslovne djelatnosti.

7. Činjenica da kompanija koja je rezident države ugovornice kontroliše ili je pod kontrolom kompanije koja je rezident druge države ugovornice ili koja obavlja poslovanje u toj drugoj državi (preko stalne poslovne jedinice ili na drugi način), sama po sebi nije dovoljna da se jedna kompanija smatra stalnom poslovnom jedinicom druge kompanije.

Član 6
DOHODAK OD NEPOKRETNE IMOVINE

1. Dohodak koji rezident države ugovornice ostvari od nepokretne imovine (uključujući dohodak od poljoprivrede ili šumarstva) koja se nalazi u drugoj državi ugovornici može se oporezivati u toj drugoj državi.
2. Izraz "nepokretna imovina" ima značenje prema zakonu države ugovornice u kojoj se odnosna nepokretna imovina nalazi. Ovaj izraz u svakom slučaju obuhvata imovinu koja pripada nepokretnoj imovini, stočni fond i opremu koja se koristi u poljoprivredi i šumarstvu, prava na koja se primjenjuju odredbe opšteg zakona o zemljišnoj svojini, plodouživanje nepokretne imovine i prava na promjenljiva ili stalna plaćanja kao naknade za iskorišćavanje ili za pravo na iskorišćavanje mineralnih nalazišta, izvora i drugih prirodnih bogatstava; brodovi i vazduhoplovi ne smatraju se nepokretnom imovinom.
3. Odredbe stava 1 ovog člana primjenjuju se na dohodak koji se ostvari neposrednim korišćenjem, iznajmljivanjem ili drugim načinom korišćenja nepokretne imovine.
4. Odredbe st. 1 i 3 ovog člana primjenjuju se i na dohodak od nepokretne imovine preduzeća.

Član 7
DOBIT OD POSLOVANJA

1. Dobit preduzeća države ugovornice oporezuje se samo u toj državi ugovornici, osim ako preduzeće posluje u drugoj državi ugovornici putem stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi. Ako preduzeće posluje na taj način, dobit koja se može pripisati toj stalnoj poslovnoj jedinici u skladu s odredbama stava 2 ovog člana, može se oporezivati u toj drugoj državi ugovornici.

2. Za potrebe ovog člana i člana 22 ovog ugovora, dobit koja se u svakoj od država ugovornica može pripisati stalnoj poslovnoj jedinici iz stava 1 ovog člana, je dobit koju bi mogla ostvariti, posebno u svom poslovanju s drugim dijelovima preduzeća, kao da je zasebno ili nezavisno preduzeće koje se bavi istim ili sličnim poslovanjem pod istim ili sličnim uslovima, uzimajući u obzir izvršene funkcije, korišćenu imovinu i predviđene rizike preduzeća putem stalne poslovne jedinice i putem drugih djelova preduzeća.

3. Kada, u skladu sa stavom 2 ovog člana, država ugovornica uskladi dobit koja se može pripisati stalnoj poslovnoj jedinici preduzeća jedne od država ugovornica i u skladu s time oporezuje dobit preduzeća na koju je obračunat porez u drugoj državi ugovornici, ta druga država ugovornica, u mjeri koja je potrebna za otklanjanje dvostrukog oporezivanja te dobiti, preuzima odgovarajuće usklađivanje iznosa obračunatog poreza na tu dobit. Pri utvrđivanju takvog usklađivanja, nadležni organi država ugovornica međusobno se, prema potrebi, dogovaraju.

4. Kada dobit uključuje djelove dohotka koji su na poseban način uređeni u drugim članovima ovog ugovora, tada na odredbe tih članova neće uticati odredbe ovog člana.

Član 8
MEĐUNARODNI POMORSKI I VAZDUŠNI SAOBRAĆAJ

1. Dobit preduzeća države ugovornice od korišćenja brodova ili vazduhoplova u međunarodnom saobraćaju oporezuje se samo u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvarne uprave.
2. Ako se sjedište stvarne uprave preduzeća koje se bavi pomorskim saobraćajem nalazi na brodu, smatra se da se nalazi u državi ugovornici u kojoj se nalazi matična luka broda ili, ako nema matične luke, u državi ugovornici čiji je rezident korisnik broda.
3. Odredbe stava 1 ovog člana primjenjuju se i na dobit od učešća u pulu, zajedničkom poslovanju ili međunarodnoj poslovnoj agenciji.

Član 9
POVEZANA PREDUZEĆA

1. Ako

- a) preduzeće države ugovornice učestvuje neposredno ili posredno u upravljanju, kontroli ili imovini preduzeća druge države ugovornice, ili
- b) ista lica učestvuju neposredno ili posredno u upravljanju, kontroli ili imovini preduzeća države ugovornice i preduzeća druge države ugovornice,

i ako su i u jednom i u drugom slučaju, između ta dva preduzeća, u njihovim trgovinskim ili finansijskim odnosima, dogovoren ili nametnuti uslovi koji se razlikuju od uslova koji bi bili dogovoreni između nezavisnih preduzeća, dobit koju bi, da nema tih uslova, ostvarilo jedno od preduzeća, ali je zbog tih uslova nije ostvarilo, može se uključiti u dobit tog preduzeća i shodno tome oporezovati.

2. Ako država ugovornica uključuje u dobit preduzeća te države dobit za koju je preduzeće druge države ugovornice oporezovano u toj drugoj državi, i shodno tome je oporezuje, i ako je tako uključena dobit ona dobit koju bi preduzeće pravopomenute države ostvarilo da su uslovi dogovoreni između ta dva preduzeća bili oni uslovi koje bi dogovorila nezavisna preduzeća, ta druga država vrši odgovarajuću korekciju iznosa poreza koji je u njoj utvrđen na tu dobit. Prilikom vršenja te korekcije, vodiće se računa o ostalim odredbama ovog ugovora i, ako je to potrebno, nadležni organi država ugovornica međusobno će se konsultovati.

Član 10
DIVIDENDE

1. Dividende koje isplaćuje kompanija rezident države ugovornice rezidentu druge države ugovornice mogu se oporezivati u toj drugoj državi.

2. Međutim, dividende koje isplaćuje kompanija koja je rezident države ugovornice mogu se oporezivati i u toj državi ugovornici, u skladu sa zakonima te države ugovornice, ali ako je stvarni vlasnik dividendi rezident druge države ugovornice, razrezan porez ne može biti veći od:

- a) 5 odsto od bruto iznosa dividendi ako je stvarni vlasnik dividendi kompanija (izuzimajući partnerstvo) koja neposredno ili posredno ima najmanje 10 odsto kapitala kompanije koja isplaćuje dividende;
- b) 10 odsto bruto iznosa dividendi u svim drugim slučajevima.

Ovaj stav ne utiče na oporezivanje dobiti kompanije iz koje se dividende isplaćuju.

3. Izraz "dividende", u ovom članu, označava dohodak od akcija, "jouissance" akcija ili "jouissance" prava, rudarskih akcija, osnivačkih akcija ili drugih prava učešća u dobiti koja nijesu potraživanja duga, kao i ostali dohodak od drugih prava kompanije koji je poreski izjednačen sa dohotkom od akcija u zakonima države čiji je rezident kompanija koja vrši raspodjelu.

4. Odredbe st. 1 i 2 ovog člana ne primjenjuju se ako stvarni vlasnik dividendi, rezident države ugovornice, obavlja poslovanje u drugoj državi ugovornici čiji je rezident kompanija koja isplaćuje dividende preko stalne poslovne jedinice koja se nalazi u toj državi, a akcije na osnovu kojih se dividende isplaćuju stvarno pripadaju stalnoj poslovnoj jedinici. U tom slučaju primjenjuju se odredbe člana 7. ovog ugovora.

5. Ako kompanija koja je rezident države ugovornice ostvaruje dobit ili dohodak iz druge države ugovornice, ta druga država ne može da zavede porez na dividende koje isplaćuje kompanija, osim ako su te dividende isplaćene rezidentu te druge države ili ako akcije na osnovu kojih se dividende isplaćuju stvarno pripadaju stalnoj poslovnoj jedinici koja se nalazi u toj drugoj državi, niti da neraspodjeljenu dobit kompanije oporezuje porezom na neraspodjeljenu dobit kompanije, čak i ako se isplaćene dividende ili neraspodjeljena dobit u potpunosti ili djelimično sastoje od dobiti ili dohotka koji su nastali u toj drugoj državi.

Član 11 KAMATA

1. Kamata koja nastaje u državi ugovornici a isplaćuje se rezidentu druge države ugovornice, može se oporezivati u toj drugoj državi.

2. Međutim, kamata koja nastaje u državi ugovornici može se oporezivati i u toj državi ugovornici, u skladu sa zakonima te države, ali ako je stvarni vlasnik kamate rezident druge države ugovornice, razrezan porez ne može biti veći od 10 odsto bruto iznosa kamate.

3. Izuzetno od odredaba stava 2, kamata se izuzima od oporezivanja u državi ugovornici u kojoj nastaje ako je ostvari i stvarno posjeduje vlada druge države ugovornice ili njena jedinica lokalne samouprave, centralna banka ili bilo koja finansijska institucija koju u potpunosti posjeduje ta vlada.

4. Izraz "kamate", za potrebe ovog člana, označava dohodak od potraživanja duga svake vrste, nezavisno od toga da li su obezbijeđena zalogom ili ne i da li se na osnovu njih stiče pravo na učešće u dobiti dužnika ili ne, a naročito dohodak od državnih hartija od vrijednosti i dohodak od obveznica ili zapisa, uključujući premije i nagrade na takve hartije od vrijednosti, obveznice ili zapise. Zatezne kamate zbog kašnjenja pri isplati ne smatraju se kamatama za svrhe ovog člana.

5. Odredbe st. 1, 2 i 3 ovog člana ne primjenjuju se ako stvarni vlasnik kamate, rezident države ugovornice, obavlja poslovanje u drugoj državi ugovornici u kojoj kamata nastaje, preko stalne poslovne jedinice koja se nalazi u toj državi, a potraživanje duga na koje se plaća kamata je stvarno povezano s tom stalnom poslovnom jedinicom. U tom slučaju se primjenjuju odredbe člana 7 ovog ugovora.

6. Smatra se da kamata nastaje u državi ugovornici kada je isplatilac kamate rezident te države. Kada lice koje plaća kamatu, bez obzira na to da li je rezident države ugovornice, ima u toj državi ugovornici stalnu poslovnu jedinicu u vezi sa kojom je povezan dug na koji se plaća kamata, a tu kamatu snosi ta stalna poslovna jedinica, smatra se da kamata nastaje u državi u kojoj se nalazi stalna poslovna jedinica.

7. Ako iznos kamate, zbog posebnog odnosa između platioca kamate i stvarnog vlasnika ili između njih i trećeg lica, imajući u vidu potraživanje duga za koje se ona plaća, prelazi iznos koji bi bio ugovoren između platioca kamate i stvarnog vlasnika, odredbe ovog člana primjenjuju se samo na iznos koji bi bio ugovoren da takvog odnosa nema. U tom slučaju višak plaćenog iznosa oporezuje se saglasno zakonima svake države ugovornice, imajući u vidu ostale odredbe ovog ugovora.

Član 12

AUTORSKE NAKNADE

1. Autorske naknade koje nastaju u državi ugovornici a isplaćuju se rezidentu druge države ugovornice, mogu se oporezivati u toj drugoj državi.

2. Međutim, autorske naknade koje nastaju u državi ugovornici mogu se oporezivati i u toj državi ugovornici, u skladu sa zakonima te države, ali ako je stvarni vlasnik autorskih naknada rezident druge države ugovornice, razrezan porez ne može biti veći od:

- a) 5 odsto bruto iznosa autorskih naknada navedenih u tački a) stav 3. ovog člana;
- b) 10 odsto bruto iznosa autorskih naknada navedenih u tački b) stav 3. ovog člana.

3. Izraz "autorske naknade", u ovom članu, označava plaćanja bilo koje vrste koja su primljena kao naknada za korišćenje ili za pravo korišćenja:

- a) autorskog prava na književno, umjetničko ili naučno djelo (uključujući kinematografske filmove i filmove ili trake za radio ili televizijski program ili druga sredstva za reprodukciju ili prenos);
- b) patenta, zaštitnog znaka, nacrta ili modela, plana, tajne formule ili postupka, uključujući kompjuterski softver, ili za obavještenja koja se odnose na industrijska, komercijalna ili naučna iskustva.

4. Odredbe st. 1. i 2. ovog člana ne primjenjuju se ako stvarni vlasnik autorskih naknada, rezident države ugovornice, obavlja poslovanje u drugoj državi ugovornici u kojoj autorske naknade nastaju, preko stalne poslovne jedinice koja se nalazi u toj drugoj državi ugovornici, a pravo ili imovina na osnovu kojih se autorske naknade plaćaju stvarno pripadaju toj stalnoj poslovnoj jedinici. U tom slučaju primjenjuju se odredbe člana 7.

5. Smatra se da autorske naknade nastaju u državi ugovornici kada je isplatilac rezident te države. Kada lice koje plaća autorske naknade, bez obzira na to da li je rezident države ugovornice, ima u državi ugovornici stalnu poslovnu jedinicu u vezi sa kojom je nastala obaveza plaćanja autorskih naknada, a te autorske naknade padaju na teret te stalne poslovne jedinice, smatra se da autorske naknade nastaju u državi u kojoj se nalazi stalna poslovna jedinica.

6. Ako iznos autorskih naknada, zbog posebnog odnosa između platioca i stvarnog vlasnika ili između njih i trećeg lica, imajući u vidu korišćenje, pravo ili informaciju za koje se one plaćaju, prelazi iznos koji bi bio ugovoren između platioca i stvarnog vlasnika da takvog odnosa nema, odredbe ovog člana primjenjuju se samo na iznos koji bi tada bio ugovoren. U tom slučaju višak plaćenog iznosa oporezuje se saglasno zakonima svake države ugovornice, imajući u vidu ostale odredbe ovog ugovora.

Član 13
KAPITALNI DOBITAK

1. Dobit koju ostvari rezident države ugovornice od otuđenja nepokretne imovine navedene u članu 6 ovog ugovora, a koja se nalazi u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
2. Dobit od otuđenja pokretne imovine koja čini dio imovine namijenjene za poslovanje stalne poslovne jedinice koju preduzeće države ugovornice ima u drugoj državi ugovornici, uključujući i prihode od otuđenja te stalne poslovne jedinice (same ili zajedno s cijelim preduzećem), može se oporezivati u toj drugoj državi.
3. Dobit od otuđenja brodova ili vazduhoplova koji se koriste u međunarodnom saobraćaju ili od pokretne imovine koja služi za korišćenje tih brodova ili vazduhoplova, oporezuje se samo u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvarne uprave preduzeća.
4. Dobit od otuđenja imovine, osim imovine navedene u st. 1, 2 i 3 ovog člana, oporezuje se samo u državi ugovornici čiji je rezident lice koje je otuđilo imovinu.

Član 14
PRIMANJA PO OSNOVU ZAPOSLENJA

1. Zavisno od odredaba čl. 15, 17 i 18 ovog ugovora, zarade, naknade i druga slična primanja koja rezident države ugovornice ostvari po osnovu zaposlenja, oporezuju se samo u toj državi, osim ako se zaposlenje vrši u drugoj državi ugovornici. Ako se zaposlenje vrši na taj način, takva primanja koja se u njoj ostvaruju mogu se oporezivati u toj drugoj državi.

2. Izuzetno od odredaba stava 1 ovog člana, primanja koja rezident države ugovornice ostvari po osnovu zaposlenja u drugoj državi ugovornici oporezuju se samo u prvoimenutoj državii:

- a) ako primalac zaposlen u drugoj državi u periodu ili periodima koji ukupno ne prelaze 183 dana u periodu od dvanaest mjeseci koji počinje ili se završava u odnosnoj poreskoj godini, i
- b) ako se primanja isplaćuju od strane ili u ime poslodavca koji nije rezident druge države, i
- c) ako primanja ne padaju na teret stalne poslovne jedinice koju poslodavac ima u drugoj državi.

3. Izuzetno od prethodnih odredaba ovog člana, primanja koja rezident države ugovornice ostvari po osnovu zaposlenja na brodu, vazduhoplovu ili drumskom vozilu u međunarodnom saobraćaju mogu se oporezivati u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvarne uprave preduzeća.

Član 15
PRIMANJA DIREKTORA

Primanja direktora i druga slična primanja koja ostvari rezident države ugovornice, u svojstvu člana odbora direktora kompanije koja je rezident druge države ugovornice, mogu se oporezivati u toj drugoj državi.

Član 16
UMJETNICI I SPORTISTI

1. Izuzetno od odredaba člana 14 ovog ugovora, dohodak koji ostvari rezident države ugovornice kao izvođač pozorišne, filmske, radio ili televizijske umjetnosti, ili kao muzičar ili sportista, od svoje samostalne djelatnosti u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
2. Ako dohodak od lično obavljenih djelatnosti izvođača ili sportiste ne pripada lično izvođaču ili sportisti nego drugom licu, taj dohodak se, izuzetno od odredaba člana 14 ovog ugovora, može oporezivati u državi ugovornici u kojoj su obavljene djelatnosti izvođača ili sportiste.

Član 17 PENZIJE

1. Zavisno od odredaba člana 18 stav 2 ovog ugovora, penzije i druga slična primanja koja se isplaćuju rezidentu države ugovornice po osnovu ranijeg radnog odnosa, oporezuju se samo u toj državi.
2. Izuzetno od odredaba stava 1 ovog člana, penzije i druga plaćanja koja se vrše na osnovu zakonodavstva o socijalnom osiguranju države ugovornice, oporezuju se samo u toj državi.
3. Izuzetno od odredaba stava 1 ovog člana, penzije i druga slična primanja (uključujući i jednokratne isplate) koja nastaju u državi ugovornici, a isplaćena su rezidentu druge države ugovornice oporezuju se samo u prvopomenutoj državi, ako su ta plaćanja ostvarena od doprinosa koje je primalac platio ili zahtjeva koje je primalac izvršio u skladu s odredbama penzionog plana, ili su oni izvršeni u njegovo ime i ako ti doprinosi, zahtjevi ili penzije ili druga slična primanja podliježu oporezivanju u prvopomenutoj državi prema redovnim pravilima njenih poreskih propisa.

Član 18
JAVNA SLUŽBA

1. a) Zarade, naknade i druga slična primanja, koje plaća država ugovornica ili njena jedinica lokalne samouprave fizičkom licu, za usluge učinjene toj državi ili jedinici lokalne samouprave, oporezuju se samo u toj državi.
b) Međutim, zarade, naknade i druga slična primanja oporezuju se samo u drugoj državi ugovornici ako su usluge učinjene u toj državi, a fizičko lice je rezident te države koje je:
(i) državljanin te države; ili
(ii) koji nije postalo rezident te države samo zbog vršenja usluga.
2. a) Izuzetno od odredbi stava 1 ovog člana, penzije i druga slična primanja koja fizičkom licu plaća država ugovornica ili njena jedinica lokalne samouprave neposredno ili iz fondova za usluge učinjene toj državi ili jedinici lokalne samouprave oporezuje se samo u toj državi.
b) Međutim, takve penzije i druga slična primanja oporezuju se samo u drugoj državi ugovornici ako je fizičko lice rezident i državljanin te države.
3. Odredbe čl. 14, 15, 16 i 17 ovog ugovora primjenjuju se na zarade, naknade, penzije i druga slična primanja, za usluge učinjene u vezi sa privrednom djelatnošću države ugovornice ili njene jedinice lokalne samouprave.

**Član 19
STUDENTI**

Student ili lice na stručnoj obuci koje je neposredno prije odlaska u državu ugovornicu bilo rezident ili je rezident druge države ugovornice, a boravi u prvopomenutoj državi isključivo radi obrazovanja ili obučavanja, ne oporezuje se u toj državi za primanja koja dobija za izdržavanje, obrazovanje ili obučavanje, pod uslovom da su ta primanja izvora van te države.

Član 20
OSTALI DOHODAK

1. Djelovi dohotka rezidenta države ugovornice, bez obzira na to gdje nastaju, koji nijesu regulisani u prethodnim članovima ovog ugovora oporezuju se samo u toj državi.

2. Odredbe stava 1 ne primjenjuju se na dohodak, izuzimajući dohodak od nepokretnе imovine definisane u članu 6 u stav 2 ovog ugovora, ako primalac tog dohotka - rezident države ugovornice obavlja poslovanje u drugoj državi ugovornici preko stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi, a pravo ili imovina na osnovu kojih se dohodak plaća stvarno su povezani sa stalnom poslovnom jedinicom. U tom slučaju se primjenjuju odredbe člana 7 ovog ugovora.

Član 21 IMOVINA

1. Imovina koja se sastoji od nepokretne imovine navedene u članu 6 ovog ugovora koju posjeduje rezident države ugovornice i koja se nalazi u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
2. Imovina koja se sastoji od pokretne imovine koja predstavlja dio poslovne imovine stalne poslovne jedinice koju preduzeće države ugovornice ima u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
3. Imovina koja se sastoji od brodova i vazduhoplova koji se koriste u međunarodnom saobraćaju i pokretne imovine koja služi za korišćenje tih brodova i vazduhoplova, oporezuje se samo u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvarne uprave preduzeća.
4. Sva ostala imovina rezidenta države ugovornice oporezuje se samo u toj državi.

Član 22

OTKLANJANJE DVOSTRUKOG OPOREZIVANJA

1. Zavisno od odredaba luksemburškog zakona koji se odnosi na otklanjanje dvostrukog oporezivanja koje ne utiču na njegov opšti princip, dvostruko oporezivanje se otklanja na sljedeći način:

- a) Ako rezident Luksemburga ostvaruje dohodak ili posjeduje imovinu koji se, u skladu sa odredbama ovog ugovora, može oporezovati u Crnoj Gori, Luksemburg, u skladu sa odredbama tač. b) i c) ovog stava, izuzima taj dohodak ili imovinu od poreza ali može, radi obračunavanja iznosa poreza na ostali dohodak ili imovinu rezidenta, da primjeni iste poreske stope kao da dohodak ili imovina nijesu bili izuzeti.
- b) Ako rezident Luksemburga ostvaruje dohodak koji se u skladu sa odredbama čl. 10, 11, 12 i 16. ovog ugovora, može oporezivati u Crnoj Gori, Luksemburg odobrava kao odbitak od poreza na dohodak fizičkih lica ili poreza na dobit korporacija tog rezidenta, iznos jednak porezu koji je plaćen u Crnoj Gori.
Taj odbitak ne može biti veći od dijela poreza, kako je obračunat prije izvršenog odbijanja, koji odgovara dijelovima dohotka koji je ostvaren u Crnoj Gori.
- c) Odredbe tačke a) ovog stava ne primjenjuju se na dohodak koji ostvari ili imovinu koju posjeduje rezident Luksemburga, ako Crna Gora primjenjuje odredbe ovog ugovora radi izuzimanja tog dohotka ili imovine od poreza ili na taj dohodak primjenjuje odredbe stava 2 čl. 10,11 ili 12. ovog ugovora.

2. U Crnoj Gori:

- a) Ako rezident Crne Gore ostvaruje dohodak ili posjeduji imovinu, koji se, u skladu s odredbama ovog ugovora, može oporezivati u Luksemburgu, Crna Gora odobrava:
 - (i) kao odbitak od poreza na dohodak tog rezidenta, iznos jednak porezu na dohodak koji je plaćen u Luksemburgu;
 - (ii) kao odbitak od poreza na imovinu tog rezidenta, iznos jednak porezu na imovinu koji je plaćen u Luksemburgu.Taj odbitak u oba slučaja ne može biti veći od dijela poreza na dohodak ili imovinu, kako je obračunat prije izvršenog odbijanja, koji odgovara dohotku ili imovini koji se može, zavisno od slučaja, oporezivati u Luksemburgu.
- b) Ako su, u skladu s nekom odredbom ugovora, dohodak koji ostvari ili imovina koju posjeduje rezident Crne Gore izuzeti od oporezivanja u Crnoj Gori, Crna Gora može, pri obračunavanju poreza na ostali dohodak ili imovinu tog rezidenta, da uzme u obzir izuzeti dohodak ili imovinu.

Član 23

JEDNAK TRETMAN

1. Državljeni države ugovornice ne podlježu u drugoj državi ugovornici oporezivanju ili zahtjevu u vezi s oporezivanjem koje je drukčije ili teže od oporezivanja i zahtjeva u vezi s oporezivanjem, posebno u odnosu na rezidentnost, kojima državljeni te druge države u istim uslovima, podlježu ili mogu podleći. Ova odredba se, nezavisno od odredaba člana 1. ovog ugovora, primjenjuje i na lica koja nijesu rezidenti jedne ili obje države ugovornice.

2. Oporezivanje stalne poslovne jedinice koju preduzeće države ugovornice ima u drugoj državi ugovornici ne može biti nepovoljnije u toj drugoj državi od oporezivanja preduzeća te druge države koja obavljaju iste djelatnosti. Ova odredba ne može se tumačiti tako da obavezuje državu ugovornicu da rezidentima druge države ugovornice odobrava lična oslobađanja, olakšice i umanjenja za svrhe oporezivanja zbog ličnog statusa ili porodičnih obaveza koje odobrava svojim rezidentima.

3. Kamata, autorske naknade i druge isplate koje preduzeće države ugovornice plaća rezidentu druge države ugovornice, pri utvrđivanju oporezive dobiti tog preduzeća, odbijaju se pod istim uslovima kao da su plaćene rezidentu pravopomenute države, osim kada se primjenjuju odredbe člana 9 stav 1, člana 11 stav 7 ili člana 12 stav 6 ovog ugovora. Takođe, dugovi preduzeća države ugovornice rezidentu druge države ugovornice, pri utvrđivanju oporezive imovine tog preduzeća, odbijaju se pod istim uslovima kao da su bili ugovorenii sa rezidentom pravopomenute države.

4. Preduzeća države ugovornice čiju imovinu potpuno ili djelimično posjeduju ili kontrolisu, posredno ili neposredno, jedan ili više rezidenata druge države ugovornice, u pravopomenutoj državi ugovornici ne podlježu oporezivanju ili obavezi u vezi s oporezivanjem, koje je drukčije ili teže od oporezivanja i obaveza u vezi s oporezivanjem kome druga slična preduzeća pravopomenute države podlježu ili mogu podleći.

5. Izuzetno od odredaba člana 2. ovog ugovora, odredbe ovog člana primjenjuju se na poreze svake vrste i opisa.

Član 24
POSTUPAK ZAJEDNIČKOG DOGOVARANJA

1. Ako lice smatra da mjere jedne ili obje države ugovornice dovode ili će dovesti do toga da ne bude oporezovano u skladu s odredbama ovog ugovora, ono može, bez obzira na pravna sredstva predviđena unutrašnjim zakonom tih država, da izloži svoj slučaj nadležnom organu bilo koje države ugovornice. Slučaj mora biti izložen u roku od tri godine od dana prvog obaveštenja o mjeri koja dovodi do oporezivanja koje nije u skladu s odredbama ovog ugovora.

2. Ako nadležni organ smatra da je prigovor opravdan i ako nije u mogućnosti da sam dođe do zadovoljavajućeg rješenja, nastojaće da slučaj riješi zajedničkim dogovorom s nadležnim organom druge države ugovornice radi izbjegavanja oporezivanja koje nije u skladu s ovim ugovorom. Postignuti dogovor primjenjuje se bez obzira na vremenska ograničenja u unutrašnjem zakonu država ugovornica.

3. Nadležni organi država ugovornica nastoje da zajedničkim dogovorom otklone teškoće ili nejasnoće koje nastaju pri tumačenju ili primjeni ovog ugovora. Oni se mogu i zajednički savjetovati radi otklanjanja dvostrukog oporezivanja u slučajevima koji nisu predviđeni ovim ugovorom.

4. Nadležni organi država ugovornica mogu neposredno međusobno komunicirati, uključujući komunikaciju preko zajedničke komisije koju čine oni sami ili njihovi predstavnici, radi postizanja dogovora u smislu prethodnih stavova ovog člana.

Član 25
RAZMJENA OBAVJEŠTENJA

1. Nadležni organi država ugovornica razmjenjuju obavještenja koja se smatraju relevantnim za primjenu odredaba ovog ugovora ili primjenu ili sproveđenje unutrašnjih zakona država ugovornica koji se odnose na poreze bilo koje vrste i oblika koje zavode države ugovornice ili njene jedinice lokalne samouprave, ako oporezivanje predviđeno tim zakonima nije u suprotnosti s ovim ugovorom. Razmjena obavještenja nije ograničena čl. 1 i 2 ovog ugovora.

2. Obavještenje primljeno od države ugovornice iz stava 1 ovog člana smatra se tajnom isto kao i obavještenje dobijeno prema unutrašnjim zakonima te države i može se saopštiti samo licima ili organima (uključujući sudove i upravne organe) koji su nadležni za razrez ili naplatu, pr nudno ili sudsko izvršenje ili rješavanje po žalbama, u odnosu na poreze navedene u stavu 1 ili na nadzor nad gore navedenim. Ta lica ili organi koriste obavještenja samo za te svrhe. Oni mogu saopštiti obavještenja u javnom sudskom postupku ili u sudskim odlukama. Izuzetno od prethodno navedenog, obavještenje primljeno od strane države ugovornice može se koristiti za druge svrhe kada se to obavještenje može koristiti za te druge svrhe u skladu sa zakonima obje države ugovornice i nadležni organ države ugovornice koji daje obavještenja, odobrava takvo korišćenje.

3. Odredbe st.1 i 2 ovog člana ne mogu se ni u kom slučaju tumačiti kao obaveza države ugovornice da:

- a) preduzima upravne mjere suprotne zakonima ili upravnoj praksi te ili druge države ugovornice;
- b) daje obavještenja koja se ne mogu dobiti na osnovu zakona ili u redovnom upravnom postupku te ili druge države ugovornice;
- c) daje obavještenja koja otkrivaju trgovinsku, poslovnu, industrijsku, komercijalnu ili profesionalnu tajnu ili poslovni postupak ili obavještenje čije bi saopštenje bilo suprotno javnom poretku.

4. Ukoliko država ugovornica traži obavještenja u skladu sa ovim članom, druga država ugovornica koristi svoje mjere za pribavljanje traženih obavještenja čak i ako toj drugoj državi ugovornici ta obavještenja nijesu potrebna za sopstvene poreske svrhe. Obaveza sadržana u prethodnoj rečenici podliježe ograničenjima iz stava 3, ali se ni u kom slučaju ta ograničenja ne mogu tumačiti tako da omogućavaju državi ugovornici da odbije da dostavi obavještenja zbog toga što ne postoji domaći interes za takvim obavještenjima.

5. Ograničenja iz stava 3 ne mogu se ni u kom slučaju tumačiti kao mogućnost države ugovornice da odbije dostavljanje obavještenja samo zato što ta obavještenja posjeduje banka, druga finansijska institucija, zastupnik ili lice koje radi u agenciji ili u fiducijskom svojstvu ili ima veze sa vlasništvom interesa u licu.

Član 26
ČLANOVI DIPLOMATSKIH MISIJA I KONZULATA

Odredbe ovog ugovora ne utiču na poreske povlastice članova diplomatskih misija ili konzulata predviđene opštim pravilima međunarodnog prava ili odredbama posebnih sporazuma.

Član 27
PRIPADAJUĆE PRAVO NA BENEFITE

1. Izuzetno od odredaba ovog ugovora, koristi iz ovog ugovora ne odobravaju se u odnosu na dio dohotka ili imovine, ako se osnovano može zaključiti, uzimajući u obzir sve relevantne činjenice i okolnosti, da je sticanje koristi bio jedan od osnovnih razloga bilo kojeg aranžmana ili transakcije koje su neposredno ili posredno rezultirali tom korišću, osim ako se ustanovi da bi odobravanje te koristi u tim okolnostima bilo u skladu sa ciljem ili svrhom odgovarajućih odredaba ovog ugovora.

2. Kada je korist iz ovog ugovora uskraćena licu iz stava 1 ovog člana, nadležni organ države ugovornice koji bi inače odobrio ovu korist, tretiraće to lice kao da ima pravo na ovu korist ili na druge koristi u odnosu određenih djelova dohotka ili imovine, ako taj nadležni organ, na zahtjev tog lica i nakon razmatranja relevantnih činjenica i okolnosti, utvrdi da bi takve koristi tom licu bile odobrene da nije bilo transakcije ili aranžmana iz stava 1 ovog člana. Nadležni organ države ugovornice kojoj je podnijet zahtjev savjetovaće se sa nadležnim organom druge države prije nego što odbije zahtjev koji je, u skladu sa ovim stavom, podnio rezident te druge države.

Član 28
STUPANJE NA SNAGU

1. Države ugovornice diplomatskim putem pismeno obavještavaju jedna drugu o okončanju postupaka predviđenih njihovim unutrašnjim zakonima za stupanje na snagu ovog ugovora. Ovaj ugovor stupa na snagu datumom posljednjeg od tih obavještenja.

2. Ugovor se primjenjuje:

- a) u Luksemburgu:
 - (i) u odnosu na poreze po odbitku, na dohodak koji ostvaren prvog januara ili poslije prvog januara kalendarske godine koja neposredno slijedi godinu u kojoj ugovor stupa na snagu;
 - (ii) u odnosu na ostale poreze na dohodak i poreze na imovinu, za poreze koji se razrezuju za svaku poresku godinu koja počinje prvog januara ili poslije prvog januara kalendarske godine koja neposredno slijedi godinu u kojoj ugovor stupa na snagu;
- b) u Crnoj Gori: u odnosu na poreze na dohodak koji je ostvaren i porez na imovinu koju posjeduje u svakoj poreskoj godini koja počinje prvog januara ili poslije prvog januara kalendarske godine koja neposredno slijedi godinu u kojoj ugovor stupa na snagu.

Član 29
PRESTANAK VAŽENJA

1. Ovaj ugovor ostaje na snazi dok ga ne otkaže jedna od država ugovornica. Država ugovornica može otkazati ovaj ugovor diplomatskim putem, dostavljanjem pismenog obavještenja o prestanku njegovog važenja najkasnije šest mjeseci prije kraja bilo koje kalendarske godine koja počinje po isteku perioda od pet godina od dana stupanja na snagu ovog ugovora.

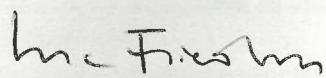
2. Ugovor prestaje da se primjenjuje:

- a) U Luksemburgu:
 - (i) u odnosu na poreze po odbitku, na dohodak koji ostvaren prvog januara ili poslije prvog januara kalendarske godine koja neposredno slijedi godinu u kojoj je dato obavještenje o prestanku važenja;
 - (ii) u odnosu na ostale poreze na dohodak i poreze na imovinu, za poreze koji se razrezuju za svaku poresku godinu koja počinje prvog januara ili poslije prvog januara kalendarske godine koja neposredno slijedi godinu u kojoj je dato obavještenje o prestanku važenja;
- b) u Crnoj Gori: u odnosu na poreze na dohodak koji je ostvaren i porez na imovinu koju posjeduje u svakoj poreskoj godini koja počinje prvog januara ili poslije prvog januara kalendarske godine koja neposredno slijedi godinu u kojoj je dato obavještenje o prestanku važenja.

U potvrdu toga su dolje potpisani, punovažno za to ovlašćeni, potpisali ovaj ugovor.

Sačinjeno u Luksemburgu, 29. januara 2024. godine, u dva originalna primjerka, na francuskom, crnogorskom i engleskom jeziku, pri čemu su svi tekstovi podjednako vjerodostojni. U slučaju razlike u tumačenju odredbi ovog sporazuma, mjerodavan je tekst na engleskom jeziku.

ZA VLADU
VELIKOG VOJVODSTVA LUKSEMBURG



Luc Frieden
Predsjednik Vlade

ZA VLADU
CRNE GORE



Milojko Spajić
Predsjednik Vlade

PROTOKOL

U trenutku potpisivanja Ugovora između Vlade Velikog Vojvodstva Luksemburg i Vlade Crne Gore o otklanjanju dvostrukog oporezivanja u odnosu na poreze na dohodak i na imovinu i sprječavanju poreske evazije i izbjegavanja, obje strane su se saglasili da sljedeće odredbe čine sastavni dio Ugovora:

A) U odnosu na član 3 stav 1 tačka k):

Smatra se da pojam "priznati penzijski fond" uključuje:

1. U slučaju Luksemburga:

- (i) Penziono štedne kompanije sa varijabilnim kapitalom (sociétés d'épargne-pension à capital variable: SEPCAV);
- (ii) Penziono štedna društva (associations d'épargne-pension: ASSEP);
- (iii) Penzioni fondovi koji podliježu nadzoru i regulisanju od strane Povjerenika osiguranja (Commissariat aux assurances);
- (iv) Fond za nadoknadu socijalnog osiguranja (Fonds de Compensation de la Sécurité Sociale, SICAV – FIS); i
- (v) Bilo koji penzioni fond koji naknadno može biti dogovoren između nadležnih organa država ugovornica;

2. U slučaju Crne Gore:

- (i) Fond za penzijsko i invalidsko osiguranje Crne Gore;
- (ii) Bilo koji penzioni fond koji naknadno može biti dogovoren između nadležnih organa država ugovornica.

B) U odnosu na član 4:

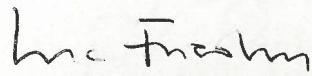
1. Lice za zajednička ulaganja koje je osnovano u državi ugovornici i koje se u toj državi ugovornici smatra pravnim licem u poreske svrhe, smatra se rezidentom države ugovornice u kojoj je osnovano i stvarnim vlasnikom dohotka koji prima.
2. Lice za zajednička ulaganja koje je osnovano u državi ugovornici i koje se u toj državi ugovornici ne smatra pravnim licem u poreske svrhe, smatra se fizičkim licem koje je rezident države ugovornice u kojoj je osnovano i stvarnim vlasnikom dohotka koji prima.

C) Odredbe ovog ugovora ne sprječavaju Luksemburg da primjenjuje odredbe člana 164 Zakona o porezu na dohodak ili bilo koje slične odredbe koja mijenjaju ili zamjenjuju naprijed navedeni član.

U potvrdu toga su dolje potpisani, punovažno za to ovlašćeni, potpisali ovaj ugovor.

Sačinjeno u Luksemburgu, 29 januara 2024. godine, u dva originalna primjerka, na francuskom, crnogorskom i engleskom jeziku, pri čemu su svi tekstovi podjednako vjerodostojni. U slučaju razlike u tumačenju odredbi ovog sporazuma, mjerodavan je tekst na engleskom jeziku.

ZA VLADU
VELIKOG VOJVODSTVA LUKSEMBURG



Luc Frieden
Predsjednik Vlade

ZA VLADU
CRNE GORE



Milojko Spajić
Predsjednik Vlade

CONVENTION

**between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the
Government of Montenegro for the elimination of double taxation
with respect to taxes on income and on capital and the prevention of
tax evasion and avoidance**

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of Montenegro

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their co-operation in tax matters,

Intending to conclude a Convention for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Convention for the indirect benefit of residents of third States)

Have agreed as follows:

Article 1
PERSONS COVERED

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2
TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

a) in the Grand Duchy of Luxembourg:

- (i) the income tax on individuals (*l'impôt sur le revenu des personnes physiques*);
- (ii) the corporation tax (*l'impôt sur le revenu des collectivités*);
- (iii) the capital tax (*l'impôt sur la fortune*); and
- (iv) the communal trade tax (*l'impôt commercial communal*);
(hereinafter referred to as "Luxembourg tax");

b) in Montenegro:

- (i) the corporate profit tax; and
- (ii) the personal income tax;
(hereinafter referred to as "Montenegrin tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3
GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term "Luxembourg" means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term "Montenegro" means Montenegro and, when used in a geographical sense, it means the land territory of Montenegro, its internal sea waters and the belt of the territorial sea, the air space thereover, as well as the seabed and subsoil of the part of the high sea outside the outer limit of the territorial sea over which Montenegro exercises its sovereign rights for the purpose of exploration and exploitation of their natural resources in accordance with its internal legislation and international law;
 - c) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;
 - d) the term "company" means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - e) the term "enterprise" applies to the carrying on of any business;
 - f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - g) the term "international traffic" means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting State;
 - h) the term "competent authority" means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Montenegro, the Ministry of Finance or its authorised representative;
 - i) the term "national", in relation to a Contracting State, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
 - j) the term "business" includes the performance of professional services and of other activities of an independent character;

- k) the term “recognised pension fund” of a State means an entity or arrangement established in that State that is treated as a separate person under the taxation laws of that State and:
 - (i) that is established and operated exclusively or almost exclusively to administer or provide retirement benefits and ancillary or incidental benefits to individuals and that is regulated as such by that State or one of its local authorities; or
 - (ii) that is established and operated exclusively or almost exclusively to invest funds for the benefit of entities or arrangements referred to in subdivision (i).

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities agree to a different meaning pursuant to the provisions of Article 24, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any local authority thereof as well as a recognised pension fund of that State. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5
PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site, a construction, installation or dredging project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6
INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7
BUSINESS PROFITS

1. Profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other State.

2. For the purposes of this Article and Article 22, the profits that are attributable in each Contracting State to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.

3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting State adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting States and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other State, the other State shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8
INTERNATIONAL SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9
ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where

- a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State, and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which

the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid

to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, interest arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest shall be exempted from tax in the Contracting State in which it arises if it is derived and beneficially owned by the Government of the other Contracting State or local authority thereof, the Central Bank or any financial institution wholly owned by that Government.

4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such

interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment, is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, royalties arising in a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) 5 per cent of the gross amount of the royalties within the meaning of subparagraph a) of paragraph 3;
- b) 10 per cent of the gross amount of the royalties within the meaning of subparagraph b) of paragraph 3.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use:

- a) any copyright of literary, artistic or scientific work (including cinematographic films and films or tapes for radio or television broadcasting or other means of reproduction or transmission);
- b) any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, including computer software, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and

such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14
INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15
DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 16
ENTERTAINERS AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Article 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17

PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned State under the ordinary rules of its tax laws.

Article 18
GOVERNMENT SERVICE

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof.

Article 19

STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 20
OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may be taxed in that other State.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 22
ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:

- a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Montenegro, Luxembourg shall, subject to the provisions of subparagraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
- b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12 and 16 may be taxed in Montenegro, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in Montenegro. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Montenegro.
- c) The provisions of subparagraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Montenegro applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11 or 12 to such income.

2. In Montenegro:

- a) Where a resident of Montenegro derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, Montenegro shall allow:
 - (i) as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg;
 - (ii) as a deduction from the tax on the capital of that resident, an amount equal to the capital tax paid in Luxembourg.

Such deduction in either case, however, shall not exceed that part of the income tax or capital tax, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in Luxembourg.

- b) Where in accordance with any provision of the Convention income derived or capital owned by a resident of Montenegro is exempt from tax in Montenegro, Montenegro may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

Article 23
NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 25
EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information

for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27
ENTITLEMENT TO BENEFITS

1. Notwithstanding any other provisions of this Convention, a benefit under this Convention shall not be granted in respect of an item of income or capital if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of this Convention.

2. Where a benefit under this Convention is denied to a person under paragraph 1, the competent authority of the Contracting State that would otherwise have granted this benefit shall nevertheless treat that person as being entitled to this benefit, or to different benefits with respect to a specific item of income or capital, if such competent authority, upon request from that person and after consideration of the relevant facts and circumstances, determines that such benefits would have been granted to that person in the absence of the transaction or arrangement referred to in paragraph 1. The competent authority of the Contracting State to which the request has been made will consult with the competent authority of the other State before rejecting a request made under this paragraph by a resident of that other State.

Article 28
ENTRY INTO FORCE

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Convention have been satisfied. The Convention shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The Convention shall have effect:

a) in Luxembourg:

- (i) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force;
- (ii) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force;

b) in Montenegro:

in respect of the taxes on income derived and the taxes on capital owned in each fiscal year beginning on or after the first day of January in the calendar year next following the year in which this Convention enters into force.

Article 29
TERMINATION

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Convention shall cease to have effect:

a) in Luxembourg:

- (i) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
- (ii) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;

b) in Montenegro:

in respect of the taxes on income derived and the taxes on capital owned in each fiscal year beginning on or after the first day of January in the calendar year next following the year in which the notice of termination has been given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at Luxembourg this 29th day of January 2024, in the French, Montenegrin and English languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

For the Government of
the Grand-Duchy of Luxembourg



Luc Frieden
Prime Minister

For the Government of
Montenegro



Milojko Spajić
Prime Minister

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of Montenegro for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

A) With reference to subparagraph k) of paragraph 1 of Article 3:

It is understood that the term “recognised pension fund” includes:

1. in the case of Luxembourg:
 - (i) Pension-savings companies with variable capital (sociétés d'épargne-pension à capital variable: SEPCAV);
 - (ii) Pension-savings associations (associations d'épargne-pension: ASSEP);
 - (iii) Pension funds subject to supervision and regulation by the Insurance Commissioner (Commissariat aux assurances);
 - (iv) Fonds de Compensation de la Sécurité Sociale, SICAV – FIS; and
 - (v) any other pension fund as may be agreed upon between the competent authorities of the Contracting States;
2. in the case of Montenegro:
 - (i) the Pension and Disability Insurance Fund of Montenegro; and
 - (ii) any other pension fund as may be agreed upon between the competent authorities of the Contracting States.

B) With reference to Article 4:

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered

as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as an individual who is resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.
- C) Nothing in this Convention shall prevent Luxembourg from applying the provisions of Article 164ter of the income tax law or any other similar provision that amends or replaces the above-mentioned Article.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Luxembourg this 29th day of January 2024, in the French, Montenegrin and English languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

For the Government of
the Grand-Duchy of Luxembourg



Luc Frieden

Prime Minister

For the Government of
Montenegro



Milojko Spajić

Prime Minister